

et réactionnaire, évitant le plus possible l'organisation et l'action autonome des masses allemandes. Les libertés de grève, de presse, d'association, etc., sont inexistantes ou strictement limitées, et, en ce qui concerne la « dénazification », après quelques mesures spectaculaires, elle a fini par lasser les autorités « alliées » compétentes, l'« épuration » s'avérant trop vaste, impraticable... En réalité, les affinités de classe de l'administration « alliée » avec la bourgeoisie allemande ont fini peu à peu par prendre le dessus sur leur antagonisme national et « idéologique », en face, d'une part, du danger de la pénétration de l'U. R. S. S. et, d'autre part, du réveil révolutionnaire des masses allemandes.

Il faut passer à la zone russe pour trouver des changements sociaux importants dans la structure de l'ancienne Allemagne capitaliste et impérialiste, ce qui est la preuve, non pas de l'amour du « socialisme » de la bureaucratie soviétique, mais de la nature de classe de l'Etat soviétique, ce qui l'oblige à défendre ses intérêts et ses privilèges par des méthodes différentes.

Une partie de la Prusse-Orientale — Königsberg et la région adjacente — a été purement et simplement annexée à l'U. R. S. S. et complètement assimilée. La Conférence de Potsdam a admis le transfert de cette région à l'U. R. S. S. et, depuis, une série de mesures, prises par l'Administration soviétique dans ces territoires, démontre clairement que le Kremlin considère comme définitive son installation dans cette zone, actuellement l'extrême pointe occidentale de l'U. R. S. S.

Königsberg a été débaptisée en juin 1946 et a reçu le nom de Kaliningrad, tandis qu'environ 500.000 paysans kolchosiens, ouvriers et administrateurs soviétiques sont venus coloniser ce pays complètement déserté par ses habitants allemands lors de l'invasion de la Prusse Orientale par les armées russes. En ce qui concerne le reste de la zone russe en Allemagne, une série de mesures a profondément altéré sa structure économique et sociale antérieure.

Parmi ces mesures, les suivantes ont le plus d'importance :

a) La réforme agraire qui a été décrétée pendant l'été 1946 et qui est maintenant menée à son terme.

Son but social et politique était, d'une part, de détruire l'aristocratie terrienne des « junkers », pivot du militarisme allemand et élément par excellence inassimilable par la bureaucratie soviétique ; et, d'autre part, de créer une base populaire pour le nouveau régime parmi la masse des paysans qui se sont installés dans les vastes domaines des hobereaux prussiens.

La réforme agraire expropriait totalement, sans indemnité, tous les propriétaires possédant un terrain de plus de 250 hectares. D'autre part, un autre décret stipulait que toute propriété, quelle que soit sa dimension, pourrait être expropriée si elle n'était pas exploitée directement et personnellement par son

propriétaire. Ainsi se créa un réseau de petites exploitations individuelles dont les propriétaires n'ont reçu que le sol nu, mais qui, pour tout le reste, outillage, bétail, engrais, semences, habitations, dépendent de la « Bauerhilfe », une organisation officielle qui contrôle économiquement ses membres, et qui, par conséquent, les influence aussi politiquement.

b) L'expropriation des établissements, magasins et commerces appartenant aux « nazis criminels de guerre et industriels fabricants d'armements ».

Cette mesure, approuvée par un référendum en Saxe au mois de mai 1946, est maintenant appliquée dans toutes les régions de la zone russe. Elle est complétée par la loi n° 124 du gouvernement militaire russe, qui peut décider l'expropriation générale des « établissements et entreprises dont la communauté a besoin ». Cependant, les entreprises expropriées n'étaient pas toutes automatiquement nationalisées. Dans certains cas, elles pouvaient être vendues à un nouveau propriétaire. Mais le climat général est tel, constate le journal français *Le Monde* (19-10-1946), que la notion de propriété perd tout sens, aussi bien dans l'industrie que dans l'agriculture. Ceux qu'on autorise à garder leur magasin ou à en acheter un savent qu'ils en disposent maintenant comme une tolérance, un privilège et n'ont aucun droit ».

C'est en Allemagne aussi, plus que dans n'importe quel autre pays du « glacis » soviétique, que les entreprises nationalisées, ainsi que les entreprises mixtes russo-allemandes ont été obligées à une coopération plus étroite entre elles sur la base d'une planification partielle.

c) La fermeture des banques et le blocage de tous les comptes en banque et dans les caisses d'épargne.

Il s'agissait là d'un moyen radical de « thérapéutique » contre l'inflation et la spéculation, et qui a accentué le nivellement social. Il est vrai que, parallèlement à ces mesures, on aperçoit clairement les efforts de la bureaucratie soviétique pour favoriser la construction d'une caste indigène privilégiée sur laquelle s'appuie en particulier son appareil d'administration et qui dirige aussi le Parti Socialiste Unifié allemand. Les éléments de cette caste sont recrutés parmi les intellectuels, les techniciens et les ouvriers spécialisés allemands, qui jouissent d'un niveau de vie beaucoup plus proche de celui des officiers russes que de la grande masse des ouvriers et des paysans allemands et russes. La tendance vers l'assimilation structurelle de la zone russe par la bureaucratie soviétique est claire, mais son aboutissement est autre chose et dépend avant tout du rapport de forces avec l'impérialisme.

Quel sort l'Allemagne peut-elle espérer de la prochaine Conférence de Moscou ? Le « traité de paix » que les